



Octobre 2020

L'ÉCONOMIE TOULOUSAINNE FACE À LA CRISE DU CORONAVIRUS

En annonçant la suppression de 15 000 emplois (dont 5 000 en France) le 30 juin dernier, Airbus acte les difficultés de la filière aéronautique face à la crise du coronavirus qui a mis à l'arrêt l'ensemble des activités aériennes, et dont les perspectives de reprise demeurent toujours aussi compromises. Après dix années de forte croissance, se traduisant par des gains d'emplois supérieurs, en moyenne, aux autres métropoles comparables, la crise du coronavirus vient frapper l'économie toulousaine au cœur de son écosystème. **Si Toulouse s'était distinguée à la suite des crises de 2008 et 2009 par sa capacité, d'abord à résister, puis à dégager de nombreux gains d'emplois, sa structure économique alors si avantageuse apparaît désormais être la cause d'une crise aussi brutale que soudaine.**

Pouvait-on imaginer que l'outil de production mobilisé à plein régime (près de 90%) depuis plusieurs mois dans la filière aéronautique tomberait seulement autour de 40% du jour au lendemain ? Que le nombre de livraisons d'avions s'effondrerait en conséquence de moitié par rapport au même semestre 2019 et qu'aucune nouvelle commande ne serait enregistrée depuis avril ? Que les activités toulousaines si favorables se retourneraient aussi subitement, exposant près de 60% des emplois du territoire durant le confinement ?

Ces données témoignent toutes de l'ampleur de la crise et de son caractère structurel pour le territoire. **Incontestablement, Toulouse fait face à une situation inédite, sans précédent dans son histoire.** La menace porte évidemment sur la dépendance du territoire à la filière aéronautique, même si l'économie toulousaine ne peut se réduire à un empilement d'entreprises dans le domaine de l'aviation civile. D'une part, cette filière est large et entretient des liens d'interdépendance avec d'autres secteurs tels que le spatial, les systèmes embarqués, le numérique, les nouveaux matériaux, les transports intelligents... D'autre part, elle constitue un portefeuille de compétences diversifiées, transversales et redéployables qui fondent également les spécificités de l'écosystème toulousain.

Ces spécificités ne sont pas étrangères à la trajectoire économique du territoire, au contraire. En silence, elles ont façonné le dynamisme de l'économie toulousaine depuis plusieurs décennies. Sans prétendre épuiser le besoin de connaissance sur ce sujet, il s'agit justement d'éclairer ici les singularités de l'économie toulousaine en mesurant l'impact local du confinement sur l'activité et en analysant les ressorts qui ont œuvré à la croissance de l'emploi depuis 2008. En quelque sorte, il s'agit de décrypter dans les dynamiques passées les facteurs de développement qui pourraient agir à nouveau et orienter la trajectoire de l'économie toulousaine face à la crise.

DES SUBPRIMES À LA COVID, UNE DÉCENNIE DE FORTE CROISSANCE

Marquée par une croissance de près de 80 000 emplois, la décennie écoulée place Toulouse parmi les métropoles les plus dynamiques de France. L'économie toulousaine, à la suite de la crise de 2008/2009, a rapidement retrouvé un rythme de croissance comparable à celui de la période précédente. Par sa structure sectorielle singulière (au sens des activités qui la composent), le tissu économique toulousain a résisté et rebondi à la crise des subprimes, sans aucun autre équivalent en France.

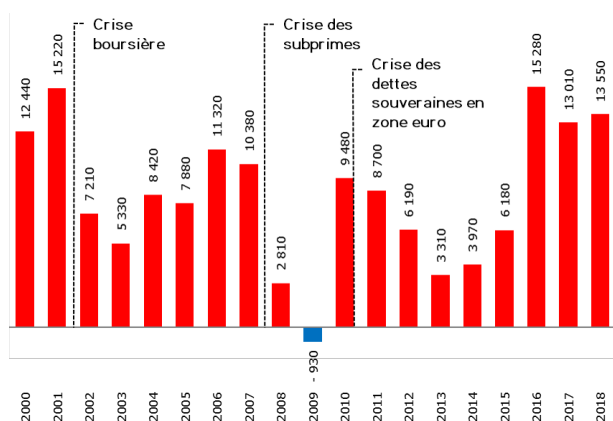
La crise de 2008/2009, une économie qui se maintient

Bien que concomitante au plan d'économie « Power8¹ » d'Airbus, la crise de 2008 a entraîné une dégradation modérée du climat des affaires en comparaison aux autres métropoles françaises. Les entreprises toulousaines ont ainsi largement fait le choix de préserver leurs compétences et leurs ressources, contrairement à d'autres, en maintenant leurs emplois. Inversement (mais par voie de conséquence), le rebond d'après crise s'est avéré moins intense à Toulouse qu'ailleurs. Cette moindre amélioration de l'état du marché du travail toulousain (niveau de chômage) s'explique aussi par ses spécificités, à savoir d'importantes difficultés de recrutement sur certains métiers, un fort chômage importé² et un recours à l'intérim plus régulier.

Néanmoins sur le front de l'emploi, au-delà des années 2008 et 2009, marquées par un fléchissement des créations nettes, Toulouse enregistre au cours des dix dernières années une croissance moyenne plus élevée que les autres villes comparables (1,9 % contre 0,8 % en moyenne dans les 18 plus grandes aires urbaines hors Toulouse), en particulier du fait du carnet de commandes d'Airbus. Au-delà de l'aéronautique, la majorité des secteurs économiques escomptaient, à la veille de la coronacrise, d'importantes intentions d'embauches.

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire urbaine de Toulouse

Unedic de 1999 à 2007, Acooss-Urssaf de 2008 à 2018



¹ Plan de restructuration annoncé en 2007 par Airbus prévoyant la suppression de 10 000 emplois sur 4 ans au sein de l'entreprise et la cessation de plusieurs sites industriels ; l'enjeu de ce Plan étant de dégager des économies et de renflouer la trésorerie d'Airbus, cette dernière étant pénalisée vis-à-vis de son concurrent Boeing par la faiblesse du dollar face à l'euro.

² Chômeurs qui viennent s'installer à Toulouse pour trouver du travail.

L'industrie, la marque de fabrique toulousaine

La croissance de l'économie toulousaine au cours de la décennie 2008-2018 s'inscrit dans le sillage de trois secteurs : les services aux entreprises, les services aux particuliers et l'industrie. Le troisième est un élément fort de différenciation de Toulouse vis-à-vis des autres métropoles (croissance de 1,8 % par an, contre une moyenne de -0,6% pour les grandes aires urbaines). Aussi, la filière aéronautique et spatiale, pesant pour près de 85 000 emplois dans l'aire urbaine, a contribué à 30% des gains d'emplois. De sorte que, à Toulouse plus qu'ailleurs, la sphère productive³ a tiré la croissance à un rythme plus soutenu que la sphère résidentielle⁴, avec respectivement +52 000 et +26 600 emplois supplémentaires sur la période 2008-2018.

Symétriquement, la sphère résidentielle, bien qu'en forte croissance, est moins « entraînée » à Toulouse avec une part d'emploi qui ne dépasse pas 50% (quand le taux est souvent supérieur à 60% dans de nombreuses métropoles). Cela ne signifie pas pour autant que ces activités sont moins présentes qu'ailleurs. Rapporté à la population présente sur le territoire, le nombre d'emplois est finalement assez proche des autres métropoles. En revanche, cette « sous-représentation » limite leur capacité d'amortissement dans la crise. D'autant plus que ces activités, en réponse aux besoins de proximité de la population, sont entravées, elles aussi, dans leur bon fonctionnement accusant des pertes de recettes pour l'essentiel non rattrapables avec des conséquences inévitables sur l'emploi.

Pour aller plus loin :

[> Dossier auat « De la crise de 2008 à aujourd'hui : quels enseignements ? »](#)

³ Ensemble des activités qui concourent à la production de biens et de services (fabrication, services d'ingénierie, logistique, génie civil...) principalement destinés à des marchés extérieurs, ou du moins plus larges que celui du territoire.

⁴ Ensemble des activités de services à la population (santé, action sociale, commerce, culture et loisirs...) en réponse à des besoins du quotidien censés rester au sein du territoire.

UN TERRITOIRE TRES AFFECTE PAR LE CONFINEMENT

Les mesures de distanciation sociale et le confinement mis en place en France dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus ont entraîné une réduction nette de l'activité économique sur le territoire national. Plusieurs travaux ont essayé d'évaluer l'ampleur de la baisse d'activité due au coronavirus. Ainsi après avoir estimé une perte d'activité de 33% en France, l'INSEE l'a réévaluée fin mai à 21% alors que l'activité économique a redémarré dans la plupart des grands secteurs économiques. Au-delà du rebond ponctuel de la consommation des ménages à la sortie du confinement, l'évaluation d'une reprise capable de compenser les conséquences du confinement est très incertaine. Dans ce contexte récessif, Toulouse apparait plus impactée que la plupart des autres grandes métropoles françaises. Les pertes d'activités y sont plus marquées de même que les conséquences sur l'emploi.

Une dégradation de la confiance des acteurs économiques préjudiciable

L'étude de conjoncture économique des entreprises menée durant le confinement par la CCI de Toulouse Haute-Garonne et la Direction régionale de la Banque de France en Occitanie pointe la détérioration du climat des affaires sur le territoire toulousain : 45 % des chefs d'entreprise interrogés déclarent rencontrer des difficultés de trésorerie. La dégradation de l'activité se confirme dans tous les secteurs et pour toutes les tailles d'entreprise et pourrait entraîner des suppressions d'emplois dans près de 31 % d'entre elles. Dans ce contexte, la bonne connaissance des dispositifs d'aide et leur appropriation (dont le chômage partiel) par les chefs d'entreprises constituent des signes positifs de préservation de l'emploi pour le court terme, mais dont les effets bénéfiques sont suspendus à une reprise de l'activité.

En Haute-Garonne, un portefeuille d'activité plus impacté qu'ailleurs

L'étude du cabinet Xerfi distingue trois groupes de secteurs face à la crise : les secteurs « en première ligne » composés du commerce, de l'hôtellerie ou encore de l'industrie ; les secteurs suiveurs qui dépendent des premiers dans la chaîne de valeur ; les secteurs résilients essentiellement composés des services non marchands. La Haute-Garonne présente une répartition défavorable avec une part des secteurs en première ligne et suiveurs supérieure à la moyenne nationale (60 % contre 57 %).

Fin mai, la baisse de la valeur ajoutée en Haute-Garonne (de 22,7 %) était supérieure à celle enregistrée dans des départements comparables comme le Rhône ou l'Hérault. Les portefeuilles d'activité expliquent ces différences. Ainsi, la filière aéronautique et aérospatiale joue particulièrement sur cette baisse de valeur ajoutée en Haute-Garonne, contrairement à l'Hérault. Les secteurs liés aux transports mais aussi à l'hébergement et la restauration sont ceux qui ont le plus redressé leur activité dans l'après confinement, contribuant ainsi à atténuer la baisse de la valeur ajoutée à hauteur de 13,1 % (à fin mai).

Pour aller plus loin :

[> Dossier auat « L'impact du confinement sur l'économie toulousaine »](#)

Centre de recherche Pierre Fabre - Campus Santé du Futur



© Mairie de Toulouse, Patrice Nin

DÉPENDANCE OU MONO-DÉPENDANCE ?

La situation de crise que nous traversons illustre une fois de plus que les territoires ne sont pas égaux entre eux. Les spécificités territoriales, leur coloration économique (au sens des activités exercées par les entreprises qui y sont implantées), constituent autant de briques ADN qui conditionnent et orientent leur développement.

Ce qui apparaît assez nouveau, en revanche, c'est que les avantages comparatifs d'hier se sont brutalement retournés dans la crise sanctionnant aujourd'hui (et sans aucune transition) plus fortement les territoires « hyper connectés » et « métropolitains ». La métropole toulousaine, si privilégiée au cours des dernières décennies, se retrouve dans cette situation (et même de manière plus dégradée qu'ailleurs).

De ce point de vue, l'histoire récente de Toulouse nous enseigne que la préservation des emplois par les entreprises dans la crise de 2008 a constitué un choix payant pour la suite. Mais ce choix a été rendu possible du fait d'un climat de confiance retrouvé se concrétisant fermement dans le carnet de commandes des entreprises. Malheureusement, la circulation toujours aussi active du virus pénalise encore aujourd'hui durablement la visibilité des entreprises. Dans ce contexte, les plans sociaux annoncés depuis plusieurs semaines ne constituent pas une bonne nouvelle, tant pour le court terme que le moyen terme du point de vue des compétences et des savoir-faire du territoire.

Toulouse risque ainsi de payer lourdement sa spécialisation. Ce sujet, au cœur du débat local durant le confinement, va se poursuivre à n'en pas douter. Ce qui est certain, c'est que nul ne peut ignorer ou minimiser les menaces qui pèsent localement sur l'emploi, comme nul ne peut condamner irrémédiablement le devenir du territoire au regard des systèmes de compétences qui animent les réseaux d'acteurs locaux.

La difficulté, à Toulouse comme ailleurs, va être justement de concilier l'urgence sociale immédiate et les politiques d'investissement de plus long terme. L'urgence immédiate doit amener les collectivités locales à être particulièrement attentives aux situations des entreprises dans les semaines et les mois à venir en créant les conditions d'une surveillance renforcée pour pouvoir intervenir efficacement auprès d'elles. Les politiques d'investissement à plus long terme, au niveau national comme local, viseront une transformation plus profonde et une diversification des filières économiques prenant appui sur les compétences existantes. De ce point de vue, le portefeuille de compétences de l'espace métropolitain toulousain est en bonne place pour capter les retombées du plan de relance annoncé par l'Etat, qu'il s'agisse d'accélérer la transition énergétique ou de soutenir la décarbonation de l'industrie. L'enjeu reposera, à ce titre, sur le besoin de consolidation du lien entre les entreprises et leur territoire.

Pour aller plus loin :

[> Dossier auat « L'écosystème toulousain à l'épreuve de la coronacrise »](#)

